



**UNIR MN
UNION POUR LA REPUBLIQUE MOUVEMENT NATIONAL**



Lumumba

Kasa-Vubu

Tshombe

Mobutu

Kabila

INTERVIEW REALISEE PAR CONGOINDEPENDANT.COM

Article publié le 28 juillet 2008

Questions directes à Frédéric Boyenga

Président du parti UNIR-MN (Union pour la République-Mouvement national), docteur en droit public, Frédéric Boyenga Bofala, 48 ans, commente quelques sujets d'actualité en RD Congo. Congoindendant.com se propose d'inviter, à la fin de chaque mois, un acteur politique pour commenter «l'actualité du mois» au Congo-Kinshasa. Les représentants des forces sociales seront également invités.

La France, pays des droits de l'Homme, vient de dérouler le tapis rouge sous les pieds de Joseph Kabila. Et pourtant le régime Kabila est loin d'être un modèle de référence en matière de respect des droits humains. Quel est votre commentaire, vous qui vivez depuis plusieurs années en France ?

Ma réaction s'articule sur deux aspects. Le premier porte sur la «souveraineté diplomatique» de la France. La République française est libre de recevoir un «président élu». Il y a eu des émissaires envoyés à Kinshasa et à Paris. Je tiens cependant à préciser, en second lieu, qu'il y a aussi un «lobby» de certains chefs d'Etat africains qui a œuvré pour que cette visite ait lieu. Ne perdons pas de vue que la France, en tant qu'Etat, a des intérêts qui ne sont pas nécessairement ceux des Congolais. Nous devons cesser de nous plaindre chaque fois que la France reçoit un dirigeant africain. Il nous appartient de nous battre pour faire entendre notre cause à l'instar d'autres nations africaines.

Pendant ce temps, le monde occidental se jette à pieds joints sur les «dictateurs» zimbabwéens et soudanais. Kabila est-il meilleur ou moins mauvais que Robert Mugabe et Omar Hassan El Béchir ?

N'oubliez pas que Mugabe a été reçu à Rome avant d'être vilipendé.

C'était dans le cadre d'une conférence internationale organisée par la FAO...

Bien entendu. Revenons à votre première question. Comment voulez-vous qu'on rappelle à ce «Monsieur» {Ndlr : Joseph Kabila} ses obligations et les méfaits de sa politique, sans pour autant le rencontrer ? Je tiens à dire que la rencontre à Paris avec le président Nicolas Sarkozy n'a pas été un franc succès.

En tous cas, ce n'est pas ce que disent les kabilistes...

Les déclarations faites à l'issue de cette entrevue avec le président français sont éloquentes. Il ne faut pas perdre de vue – même lorsqu'on vient demander à la France d'agir pour que le FMI assouplisse ses conditions – que cette facilité n'est accordée qu'à des Etats «exemplaires» au niveau de leur gestion. Vous demandez à la France d'intervenir auprès du FMI et la Banque mondiale. Dans le même temps, vous signez des accords qui ne cadrent pas avec la législation internationale. Je fais allusion aux contrats signés avec des entreprises chinoises.

A Paris, les observateurs ont relevé la «faible mobilisation» des opposants congolais venus chahuter Kabila. A quoi attribuez-vous cette situation ?

Le Congolais a un goût frénétique pour l'argent. Une «opération» a été menée à Paris par le régime. Des «enveloppes» ont été distribuées dans certains milieux congolais. L'objectif était clair : une contre-mobilisation. Je peux cependant vous dire que les manifestants présents ont fait entendre leurs voix. A preuve, il y a eu des interpellations.

Quel est votre sentiment après le meurtre du vice-président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa, Daniel Botethi ?

L'insécurité que vit le Congo a commencé depuis 1997. Depuis cette année, le «convoi de morts» ne s'est jamais arrêté. Aujourd'hui, nous pleurons Daniel Botethi. Hier, nous avons assisté au meurtre du journaliste Franck Ngycke, Mwamba Bapuwa et Serge Maheshe. Les Congolais ont la mémoire courte. Ils feignent d'oublier que le régime en place n'a atteint aucun objectif pour la stabilisation du pays. D'aucuns avaient laissé entendre que les élections faciliteraient des véritables négociations génératrices de paix au Congo. C'est tout le contraire qu'on voit. Comme par hasard, ce sont les agents publics censés assurer la sécurité de la population qui sont à la base des violences infligées aux citoyens. Les Congolais vivent dans un monde irréel. Le Monsieur qui est à la tête du Congo, lui, est dans la «réalité».

C'est-à-dire ?

Vous aurez l'occasion de palper la réalité au moment du «départ» de ce Monsieur. La mission de celui-ci n'est pas de stabiliser le Congo. Si la stabilisation figurait dans ses objectifs, les problèmes d'insécurité auraient été résolus. L'homme a réussi à duper toute l'intelligentsia congolaise. Je suis tenté de lui rendre «hommage». Je cherche à comprendre comment toute une génération d'hommes et femmes - censés incarner l'intelligence de notre pays – s'est laissée compromettre dans une aventure sans lendemain. Comment peut-on soutenir un régime qui n'apporte que des pleurs et du sang ? En vérité, les Congolais sont complices. Au lendemain de la mort brutale de Daniel, les parlementaires du MLC avaient annoncé avec fracas leur retrait des institutions. Que voit-on ? Les parlementaires de ce parti ont mis un bémol en reprenant leurs places. Les Congolais ont tort de traiter le «Monsieur» qui trône à la tête du Congo d'incompétent. Ce Monsieur est, en vérité, plus malin que nous. Il suffit de se poser des questions sur son parcours.

Qu'en savez-vous à ce sujet ?

Les Congolais sont devenus amnésiques au point d'oublier que cet homme était jadis le bras droit de l'actuel chef d'état-major de l'armée rwandaise. Etrangement, plus personne ne pose cette question cruciale : d'où vient-il ? Je ne parle pas de la nationalité.

A quoi est due cette «amnésie» ?

L'élite congolaise est tout sauf clairvoyante.

Il n'y a pas que l'élite. La population congolaise paraît résignée...

Non ! Un peuple n'a jamais conduit une révolution. Le peuple se met toujours derrière un leader qui est appelé à le canaliser. Aujourd'hui, on cherche désespérément un leader. Hier, ce leader s'appelait Etienne Tshisekedi. Tout récemment, on a parlé de «Mwana Mboka».

Devrait-on parler de lassitude comme le soutient votre secrétaire général, Olivier Meskens ?

Bien entendu. Et ce d'autant plus que la population ne dispose même pas du minimum vital.

Voulez-vous dire que le pouvoir en place a délibérément clochardisé la population afin de la rendre indolente et résignée ?

Les parlementaires congolais gagnent presque le même traitement que les députés portugais. Pendant ce temps, le dernier des Congolais vit avec moins d'un dollar par jour. Cela veut dire qu'il n'y a point de communauté d'intérêt entre l'élite au pouvoir et le reste de la nation. Pensez-vous que ces gens sont prêts à abandonner leur privata lex ? On assiste effectivement à la lassitude d'une population qui n'attend plus rien du monde politique. Il faudrait maintenant qu'il y ait une dynamique et un autre

courant. Même si ça doit être un courant violent, il faut ce courant là pour apporter le changement.

Revenons au meurtre de Daniel Botethi. Un des prévenus a dénoncé le gouverneur de la ville de Kinshasa comme étant le commanditaire de ce crime. Qu'en dites-vous ?

Ma réaction à chaud est simple : la justice doit agir rapidement pour entendre la personne citée ne serait-ce au titre de témoin. Je ne pense pas que ce prévenu ait pu prendre le risque de faire des affirmations sans fondements. Si le gouverneur n'est pas entendu par la justice, cela reviendrait à faire l'éloge de la forfaiture qui continue à gangrener le pays. Notre peuple est très émotif. Il oublie très vite. Se souvient-il encore de l'affaire Bundu Dia Kongo ? Lorsque les éléments de la police et de l'armée ont été déployés dans la province du Bas-Congo, la propagande officielle a claironné que le BDK était un groupement armé. Comment peut-on expliquer que le leader de ce mouvement - censé être le chef d'une bande armée - n'ait pas été inquiété par la justice et continue à siéger au sein de l'Assemblée nationale pendant que ses partisans étaient, eux, pourchassés par les forces de sécurité ?

Que voulez-vous sous-entendre ?

Je ne sais pas. Y a-t-il des accointances ?

Des accointances entre qui ?

Je n'en sais rien. La vérité finira par triompher...Je ne suis pas ici entrain de porter des accusations à l'encontre du député Ne Muanda Nsemi.

Les enquêteurs de la Mission de l'Onu au Congo ont certifié que les adeptes de Bundu Dia Kongo n'étaient pas armés

La Monuc a fait ce constat après coup. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette affaire.

Au cours de ce mois de juillet, l'AFP a révélé l'éloge fait à Laurent Nkunda, en avril dernier, par un officier indien de la Monuc. Nkunda de son côté a reconnu que son mouvement a été «aidé» par cet officier. Selon vous, ce fait vient donner raison à ceux qui ont toujours soutenu que la partie orientale du Congo fait face à une instabilité organisée ?

Cette affaire est très grave.

Je signale que la Monuc a opposé un démenti par la bouche de son porte-parole

La Monuc a démenti quoi ? Veut-elle dire que les déclarations enregistrées par l'AFP n'ont pas été dites par cet officier indien ? Que dire des photos où l'on voit les hommes de Nkunda avec des soldats de la Monuc bras dessus, bras dessous ? Depuis que la Mission de l'Onu est au Congo, nous constatons pas mal de

désagréments au niveau de la population. N'a-t-on pas accusé les hommes de la Monuc de violences sexuelles et autre trafic d'or? Peut-on nous dire les avancées à mettre à l'actif de la mission onusienne? Je ne suis pas entrain de dire que le Congo doit se désengager vis-à-vis des Nations Unies ou de la Monuc. Je veux dire simplement que notre pays recèle de véritables militaires formés, capables d'assumer les missions confiées aux contingents étrangers de la Monuc.

Ne pensez-vous pas que les soldats étrangers de la Monuc sont là justement pour combler le vide laissé par l'absence d'une force locale ?

Je ne suis pas naïf au point de décréter que la Monuc doit partir. Si j'étais aux affaires, à la place des soldats indiens et pakistanais - lesquels sont loin d'être mieux formés que les militaires ex-Faz, je demanderais aux Nations Unies de faire appel aux militaires congolais abandonnés à leur sort pour accomplir les missions dévolues aux contingents étrangers. Le constat est là : les forces de la Monuc peinent à sécuriser la population à l'Est. Des soldats congolais placés sous la bannière onusienne auront la conscience d'accomplir un devoir pour leur patrie. Dans cette hypothèse, nous gagnerons avec les Nations Unies à sortir le Congo de cette crise.

L'association de défense des droits humains «La Vois de Sans-voix» a publié récemment les noms de plusieurs officiers des forces armées congolaises détenus dans des cachots secrets. C'est le cas notamment de Kelly Itulu Bolemba. En parcourant le site Internet de votre parti, on constate que «Kelly» n'est pas un inconnu pour vous. Quelle est votre réaction ?

Après la chute du régime Mobutu, le capitaine Kelly Itulu Bolemba a passé plusieurs années en exil à Brazzaville. Un jour, il a fait savoir à ses proches sa volonté de rentrer au pays pour servir à nouveau sous le drapeau. Il avait, selon ses propres dires, reçu des «assurances» de la part d'un chef militaire qui dirige actuellement la Force navale.

Vous voulez parler du général Didier Etumba...

Effectivement. Kelly était très proche d'Etumba.

Qu'entendez-vous par «proche» ?

Outre le fait qu'ils sont des frères d'armes, les deux hommes appartiennent à l'ethnie Mongo.

Après «enquête», je crois pouvoir dire avec tristesse que la chance de retrouver Kelly en vie me paraît mince. Je vais tout doucement. Je parle tout doucement mais je suis un homme blessé.

Ce n'est pas la première fois que vous tenez ce genre de discours

Je n'ai jamais tenu un tel discours. Je peux vous regarder droit dans les yeux pour vous dire que n'eut été la félonie, la duplicité et les complicités de la part de certains compatriotes, les choses auraient déjà été changées au Congo. Je peux faire un compromis pour changer la situation au Congo. Je n'accepterai jamais une compromission.

Que faire pour promouvoir le changement au Congo-Kinshasa ? Faudrait-il attendre les consultations politiques prévues en 2011 ?

Je me sens nullement concerné par ces élections. Lors du vote de 2006, je ne m'étais jamais enrôlé pour la simple raison que les résultats étaient connus d'avance.

Que répondez-vous à ceux qui soutiennent qu'il n'y a pas d'alternative à Kabila ?

Ces propos sont dénués de tout fondement. On peut dire que l'opposition est absente. En revanche, il est faux d'affirmer qu'il n'y a pas d'alternative au pouvoir en place. Comme vous le savez, notre parti n'a jamais fait partie de l'opposition institutionnelle.

L'opposition non-institutionnelle n'a pas l'air de mieux se porter. La situation de l'UDPS constitue un témoignage éloquent...

Notre parti, UNIR-MN, n'appartient nullement à l'opposition non institutionnelle. Il fait partie de la «Résistance». En tant que résistant, je n'accepte pas le système en place. Je suis déterminé à changer l'ordre établi sans adhérer dans le «canevas» de ceux qui se disent opposants. Je suis pour le salut du Congo.

Cette résistance ne se limite-t-elle pas au niveau du discours politique ?

Pas du tout ! Je ne suis pas là pour étaler toutes les actions entreprises.

Pour le moment, en tout cas, Joseph Kabila «plane». Il semble être le seul maître à bord ...

C'est ce que vous croyez. Je vous ai dit précédemment que nos actions sont retardées par des trahisons... Nous poursuivons nos actions de manière intelligente et sage. Il n'est point besoin de crier sur tous les toits. Je peux vous dire que notre parti réussira la mission qu'il s'est assignée de changer les choses au Congo.

Lors de sa récente visite en France, Joseph Kabila a déclaré à des journalistes belges que le changement à la tête de la diplomatie belge «c'est souhaitable !» pour la normalisation des relations entre Kinshasa et Bruxelles. Qu'en dites-vous ?

C'est tout simplement enfantin. Enfantin de la part d'une personne qui se trouve à la tête d'un Etat. Et si la personne visée réagissait dans le même sens ?

Pour vous, c'est donc une ingérence dans les affaires belges ?

Naturellement. Et d'ailleurs, c'est ce que des Congolais ont reproché au ministre belge des Affaires étrangères Karel De Gucht. Encore une fois, la déclaration faite à Paris met à nu des lacunes. Des insuffisances. Un responsable politique ne parle pas avec autant de légèreté. Les relations entre Etats se négocient. A titre d'exemple, peut-on imaginer que les autorités israéliennes déclarent qu'elles négocieront avec la Syrie qu'à la condition que Bachar El Assad ne soit plus au pouvoir ? C'est de

l'enfantillage !

Le maire de Lubumbashi a décidé d'instaurer un «visa» de séjour tant pour les étrangers que les Congolais venant d'ailleurs. Quelle est votre réaction ?

Le Congo est encore un Etat unitaire mais décentralisé. Dans certains milieux occidentaux, l'idée d'une «Fédération du Congo» est entrain de se mettre en place. En commençant cette interview, je voulais pose la question suivante : le Congo survivra-t-il après cette «aventure politique» ?

De quelle aventure politique parlez-vous ?

Le Congo vit une «aventure politique» depuis le 17 mai 1997 jusqu'à ce jour. Ce pays est menacé dans son unité physique. Le maire de Lubumbashi n'a fait que relayer ce qu'il entend auprès de certains entrepreneurs étrangers au Katanga. Ceux-ci ne rêvent que d'une implosion du Congo. L'histoire de notre pays est un éternel recommencement : après la transition = avant la transition ; après les élections est égal sinon pire qu'avant les élections. Le maire de Lubumbashi devait faire l'objet de poursuites judiciaires. En vérité, il y a plusieurs plans pour démembrer le Congo. Le premier prévoyait des méthodes violentes. L'opération n'a pas marché. Un deuxième plan visant à la dislocation du pays a été mis en route. «Le Congo est trop grand. Les Congolais sont incapables d'administrer ce vaste territoire qu'il faut morceler», dit-on. Le prétexte trouvé est que le Congo fait face à une grande instabilité et que les Congolais n'arrivent pas à se mettre d'accord. Alors que les tireurs des ficelles sont bien connus. Sous prétexte de fédéralisme, c'est la scission du Congo qui est recherchée. Ce qui étonne c'est le silence assourdissant au sommet de l'Etat.

Selon vous, l'arrestation du sénateur Jean-Pierre Bemba est une affaire judiciaire ou une cabale politique ?

Sans vouloir jouer la carte «compassionnelle», j'ai eu une pensée pour les enfants Bemba et leur mère pour les tracas qu'ils sont entrain d'endurer. Quand le sénateur Bemba dit «J'ai accepté l'inacceptable», est-ce au profit du Congo et des Congolais ? On voit où tout ceci l'a amené. L'inacceptable peut être une compromission. M. Bemba savait trop de choses pour qu'on le laisse en liberté. Je ne suis pas là pour défendre sa cause. Il s'agit avant tout d'un fils du Congo. S'agissant du dossier judiciaire, M. Bemba est accusé en sa qualité de président du MLC. Ce qu'on ne nous dit pas c'est que le président du MLC avait répondu à l'appel d'un Etat souverain. Cet Etat souverain avait à sa tête un président élu. Il va sans dire que les hommes du MLC envoyés à Bangui étaient placés sous le commandement des autorités centrafricaines de l'époque. Etrangement, l'ancien chef d'Etat centrafricain n'est pas inquieté par la justice internationale. Il en est de même de l'ancien chef d'état-major de l'armée de ce pays.

On pourrait également citer l'actuel président François Bozize qui était au moment des faits à la tête d'une rébellion armée...

Bien entendu. Si la justice internationale veut être acceptable dans le concert des nations civilisées, elle doit arrêter ce genre de méthodes qui pourraient conduire la CPI vers l'abîme.

Deux poids, deux mesures ?

Je ne vois même pas, dans le fond, l'attractivité de la CPI. Nous avons suivi ce qui est arrivé à la voiture de Mme Bemba. L'affaire Bemba est franchement une cabale. Lorsqu'on saisit les biens d'un prévenu, on ne touche guère aux effets qui servent aux besoins de sa famille. Je peux comprendre que l'on mette sous scellé les comptes du couple Bemba. J'ai du mal à m'expliquer l'application de la même mesure sur les comptes de leurs enfants. Tout ce qui a été fait jusqu'ici pousse les gens à suspecter une manipulation.

Propos recueillis par B. Amba Wetshi